

Jean Castex Premier ministre : une nomination très habile... Mais l'habileté peut-elle suffire ?



Jean Castex a été nommé Premier ministre en remplacement d'Edouard Philippe à Matignon. Issu des Républicains, le "Monsieur déconfinement" prend la tête du gouvernement à la faveur de la démission d'Edouard Philippe. Anita Hausser décrypte les enjeux de cette nomination.

Avec Anita
Hausser

Monsieur Déconfinement pendant la crise sanitaire, Jean Castex avait déjà la réputation d'être "un couteau suisse", autrement dit d'être fait de cet alliage dont sont composés les hommes d'exception. Nanti d'un CV impressionnant ancien Directeur de Cabinet de Xavier Bertrand aux Affaires Sociales, Secrétaire général adjoint de l'Elysée sous Nicolas Sarkozy, Délégué aux Jeux Olympiques de 2024, ancien président de Chambre régionale des Comptes, il a été élu et réélu maire LR de Prades. L'homme choisi par Emmanuel Macron présente un profil plus rassurant et traditionnel que révolutionnaire pour mettre en musique le changement post crise, la "réinvention" voulue par Emmanuel Macron. "Je ne suis pas là pour chercher la lumière, je suis ici pour chercher des résultats", a-t-il précisé hier soir sur TF1, en se revendiquant "élu local" (accentant à l'appui), qui porte les "valeurs d'autorité, laïcité, travail", mais aussi gaulliste social qui veut renouer le dialogue avec les partenaires sociaux.

Pour contrebalancer ce profil conservateur, la question a été résolue en interne avec la nomination de son directeur de cabinet, un homme clef dans le dispositif gouvernemental. Nicolas Revel, actuel directeur de l'assurance Maladie et ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée sous François Hollande, socialiste, a été choisi pour ce poste. Mais le directeur de cabinet de Matignon n'est pas un homme public. Il travaille dans l'ombre. Emmanuel Macron veut rester sur sa trajectoire : il veut rassurer la gauche de sa majorité parlementaire qui réclame un tournant social, tout en continuant de recruter à droite pour affaiblir encore un peu plus Les Républicains qui se sont brûlés les ailes en s'alliant avec LREM aux municipales, et qui dénoncent aujourd'hui "une stratégie du coucou". Il va également sur les "plates-bandes" de Xavier Bertrand, le président de la Région Hauts de France, nourrissant des ambitions pour la présidentielle de 2022. Xavier Bertrand a d'ailleurs salué à sa façon la nomination de son ancien collaborateur en déclarant dans un communiqué : "Je connais et j'apprécie les qualités de serviteur de l'Etat de Jean Castex. Elles seront indispensables dans les moments difficiles que nous allons connaître ? Puissent-elles corriger les mauvais choix du Président de la République". Par ailleurs le Chef de l'Etat ne peut se permettre de se mettre à dos cette partie de son flanc droit qui le soutient depuis sa marche vers le pouvoir, à savoir les Juppéistes dont le chef de file est désormais Edouard Philippe. Les deux hommes se séparent officiellement bons amis, mais sait-on jamais? Alors, pour éviter qu'Edouard Philippe s'éloigne de son giron, le chef de l'Etat lui a confié une mission : travailler à la reconstruction de la majorité dans la perspective de 2022. Le désormais ancien Premier Ministre devrait tenter de bâtir une nouvelle entité incluant LREM, aujourd'hui en déconfiture, le MODEM et Agir. Cette démarche n'est pas sans rappeler la période de la fin des années 1990, époque où Jacques Chirac préparait la fusion des partis de droite pour bâtir l'UMP, - dont Edouard Philippe a été le premier directeur. Pas sûr qu'il veuille renouveler l'expérience près de vingt ans plus tard.

Jean Castex, lui, vient de quitter les Républicains. Il aura plus à faire que de s'occuper de politique partisane. A court terme son rôle

consistera avant tout à préparer le plan de relance de l'économie avec le ministre en charge du secteur. Bruno Le Maire a fait savoir qu'il souhaitait conserver ses fonctions... élargies. Le nouveau Premier Ministre s'attachera aussi à mettre du liant dans les relations entre l'Etat et les territoires dont il connaît toutes les arcanes. Il va tenter de réconcilier Emmanuel Macron avec ces élus (maires, présidents de conseils départementaux et régionaux), qui réclament plus d'autonomie à travers une nouvelle phase de décentralisation. Leurs revendications sont d'autant plus pressantes qu'ils ont montré leur capacité de réactivité et d'efficacité pour l'organisation des services d'urgence et l'achat de masques pendant la crise sanitaire alors que l'Etat s'engloutait dans la lourdeur bureaucratique. Il en va de la cohésion nationale. Dans ce contexte, le nouvel échafaudage gouvernemental devrait être doté d'un pôle économique-social puissant pour faire face à la crise économique et sociale qui va s'amplifier, et être complété par une personnalité incarnant puissamment l'Ecologie pour mettre en oeuvre les préconisations de la Convention Citoyenne. Vaste programme, qui, pour réussir, nécessitera une grande détermination et ne souffrira pas d'atermoiements.